



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



68440

Distr. LIMITEE

E/ECA/TRANS/58

21 décembre 1987

Original : FRANCAIS/
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT
DE LA PREMIERE REUNION DE LA CONFERENCE
DES MINISTRES AFRICAINS DU TOURISME
Kinshasa (Zaire), 21 et 22 novembre 1987

A. ORGANISATION

1. A l'invitation du Conseil exécutif de la République du Zaïre, la première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme s'est tenue les 21 et 22 novembre 1987 à Kinshasa.

B. PARTICIPATION

2. Les représentants des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique ci-après : Algérie, Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie et Zimbabwe ont participé à la réunion.

3. Ont également participé à la réunion en qualité d'observateurs les représentants des organismes spécialisés des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et des associations internationales de professionnels du tourisme ci-après : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation mondiale du tourisme (OMT), Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL), Union africaine des chemins de fer (UAC), Travel Consultants International (TCI), Union panafricaine des télécommunications (UPAT), Communauté économique européenne (CEE), African Travel Association (ATA), Association internationale de l'Hôtellerie (AIH) et le Continental Hotel Consultants (CHC).

C. OUVERTURE DE LA REUNION

4. Le Commissaire d'Etat à la Culture, aux Arts et Tourisme, le Citoyen BEYEYE Djema, a tout d'abord remercié le Citoyen Premier Commissaire d'Etat, Représentant personnel du Président-Fondateur du M.P.R., d'avoir honoré par sa présence l'ouverture de la première Réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme. Cette présence manifeste l'intérêt constant du Conseil exécutif de la République du Zaïre et de son Chef à l'égard de toute action allant dans le sens du renforcement de la coopération entre Africains sur les questions essentielles que pose la quête de leur mieux-être.

5. Il a souhaité aux participants la bienvenue à Kinshasa qui devient le point de départ de la coopération dans le domaine du tourisme. Il a ensuite demandé, après avoir présenté à la délégation sénégalaise les condoléances émues du Conseil exécutif de la République du Zaïre, que soit observée une minute de silence à la mémoire du regretté Momar Talla Cissé, défunt Ministre sénégalais du tourisme.

6. Il a indiqué que l'Afrique disposait d'une gamme variée de produits touristiques qui sont à peine mis en valeur et ce de façon dispersée du reste. La conséquence de cette situation est que les pays africains enregistrent de faibles gains par rapport aux grandes sociétés transnationales de gestion touristique.

7. Il a aussi indiqué qu'il était temps que l'Afrique prenne en charge le tourisme, car ce secteur joue un rôle important dans son développement en tant que facteur d'intégration économique et culturelle et phénomène favorable à l'instauration de la paix.

8. Il a mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de la concertation dans le secteur touristique et de la défense de la jeune industrie touristique africaine contre la concurrence. Pour soutenir cette idée, il a cité le cas de la propagande menée actuellement contre les produits touristiques africains à cause d'une certaine maladie, campagne qui a pour objectif de rayer les pays africains des circuits d'expansion du tourisme international.

9. Il a incité à la coopération, car la défense des intérêts des pays africains ne peut être mieux assurée que par les africains eux-mêmes. Le Zaïre a foi dans la coopération africaine en matière de tourisme et reste convaincu que sa promotion au niveau continental constitue un raccourci certain pour hâter le processus d'intégration africaine en matière économique, culturelle et politique, suivant les objectifs globaux de la stratégie de Monrovia, du Plan d'action et l'Acte final de Lagos.

10. Pour terminer, il a exprimé son entière conviction sur l'engagement des délégations à bâtir les fondements d'une coopération intra-africaine tournée vers des actions positives et concrètes dans le domaine du tourisme.

11. Le Premier Commissaire d'Etat a ensuite pris la parole et a déclaré ouverte la première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme.

12. Le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a commencé son allocution en remerciant le Conseil exécutif de la République du Zaïre et la CEA de lui avoir ainsi donné l'occasion de prendre part à cette Conférence. Il a ensuite déclaré qu'en dépit de la crise économique mondiale, les pays industrialisés et la communauté internationale dans son ensemble, devraient s'efforcer d'aider le continent africain à surmonter la crise.

13. Il a souligné que le tourisme occupait la troisième place parmi les secteurs d'exportation et que tout portait à croire que d'ici la fin du siècle ce serait la première industrie mondiale. Il a donc demandé aux pays africains d'exploiter davantage les potentialités du tourisme ainsi que des secteurs qui lui servent d'appui.

14. Il a prié les gouvernements de planifier et de contrôler avec soin le développement du tourisme et, à cet égard, il a déclaré que l'OMT était prête à apporter son concours aux gouvernements africains. Pour ce faire, l'OMT allait renforcer ses liens de coopération avec les autres organisations internationales à vocation touristique. Pour terminer, il a lancé un appel aux gouvernements pour que le tourisme reçoive toute l'attention voulue et a souhaité plein succès aux travaux.

15. Le Directeur de la Section Hotellerie et Tourisme du BIT, a transmis les amitiés et les voeux de succès du Directeur général du BIT et du Bureau régional du BIT pour l'Afrique qu'il représentait à la Conférence des ministres africains du tourisme, dont la première réunion, selon lui, constituera une date importante pour le développement du tourisme en Afrique. L'absence du Directeur général du BIT était due au fait que sa présence à la réunion du Conseil d'Administration du BIT qui se déroulait en ce moment là à Genève était nécessaire.

16. Il a poursuivi en indiquant tout l'intérêt que sa délégation avait pris à suivre les travaux de la réunion des experts gouvernementaux du tourisme dont la hauteur des approches des problèmes du tourisme africain l'avait beaucoup impressionné.

17. Il a ensuite décrit les contributions du BIT dans les domaines faisant l'objet des travaux de la Conférence. A propos de la promotion du tourisme, il a mis l'accent sur les ingrédients de base que sont le TEMPS, l'ARGENT et la PAIX et rappelé que c'était la Convention du BIT sur les congés payés (1936) qui devrait être considérée comme la base du tourisme moderne. Ces congés payés qui au début étaient considérés par certains comme un "suicide industriel" ont permis l'émergence d'une industrie comptant plus de douze pour cent (12%) du PNB mondial, concernant 340 millions de voyageurs, employant une main-d'oeuvre de plus de 60 millions de travailleurs et dont le volume d'affaires excède les 200 milliards de dollars des Etats-Unis.

18. En ce qui concerne la PAIX, l'orateur, après avoir rappelé qu'en 1969 le BIT avait obtenu le Prix Nobel de la Paix pour son rôle dans le maintien de la Paix par la promotion de la justice sociale, a signalé qu'il existait encore dans le monde des travailleurs qui ne disposent ni des congés payés ni de la paix.

19. En ce qui concerne le tourisme proprement dit le BIT met un accent tout particulier sur le développement de ressources humaines afin de promouvoir les meilleures conditions de travail, de soutenir la croissance économique, de contribuer au maintien de la paix et de permettre aux pays d'accéder rapidement à l'auto-suffisance.

20. L'orateur a ensuite rappelé la longue pratique, les expériences accumulées au fil des décades par le BIT en matière de développement des ressources humaines pour le tourisme et d'autres secteurs. Le BIT dispose d'un instrument unique au monde qui est sa structure tripartite qui, à chaque prise de décision, fait appel à un mécanisme de concertation associant Etats, employés et employeurs.

21. Les résultats concrets sont reconnus sur le plan international. Ce sont en outre les gouvernements et les partenaires sociaux (employeurs et employés) qui définissent les concepts, politiques et actions du BIT et non l'inverse. La Convention 142 et la Recommandation 150 de la Conférence internationale du travail de 1975 sont assez édifiantes sur le point de la FORMATION ET DE L'EDUCATION. Ces deux concepts sont étroitement liés entre

eux mais également FORMATION ET EDUCATION sont liées au DEVELOPPEMENT CULTUREL sans abandonner pour autant le concept de la formation permanente. Ces principes sont devenus de notoriété publique et ont été adoptés par les éducateurs et les formateurs du monde entier.

22. Par ailleurs le BIT a créé une Commission permanente d'industrie pour l'hôtellerie, la Restauration et le Tourisme. Tout ceci montre que l'homme est au centre des préoccupations du BIT. La technologie n'est qu'un moyen pour le progrès de l'homme.

23. Le programme de coopération du BIT est multisectoriel; il couvre presque tous les secteurs de l'économie y compris l'hébergement, la restauration, les voyages et les loisirs. En 1986, plus de 51,2 p. 100, soit environ 55 millions des 106,3 millions de l'enveloppe globale du volume du programme de coopération, sont allés à l'Afrique. Plus de 44 p. 100 des ressources financières ont été fournis à travers le PNUD. Les projets vont de la création d'emplois à la planification de la main-d'oeuvre, à la formation professionnelle et à la formation à la gestion dans le secteur concerné. La formation couvre la formation accélérée, la formation sur le tas, la création et la mise au point d'instituts de formation professionnelle aux niveaux national et régional, l'élaboration de politiques et de plans de formation à l'échelle nationale, etc...

24. En Afrique, le BIT maintient dix bureaux en plus du Bureau régional d'Addis-Abeba. La coopération avec la CEA est très dynamique et fructueuse. Bientôt elle se précisera encore mieux avec la création probable d'un bureau CEA-BIT pour le tourisme qui sera à la disposition des Etats africains pour leur apporter l'assistance qu'ils voudront bien lui demander dans le cadre de programmes définis par ces mêmes Etats.

25. Le Représentant du BIT a ensuite souhaité plein succès aux travaux de la Conférence des ministres africains du tourisme.

26. Le Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme de la CEA, a avant de procéder à la lecture de l'allocation de M. Adebayo Adedeji, Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, fait part du regret de ce dernier de ne pouvoir participer aux présentes assises, pour des raisons indépendantes de sa volonté ce pour cause d'un manque, en dernière minute, de correspondance de vols vers Kinshasa.

27. Dans son allocution, lue par M. Bongoy, Chef de la Division des transports, des communications et du tourisme, M. Adebayo Adedeji a rendu hommage au Conseil exécutif du Zaïre pour avoir accepté d'abriter à Kinshasa les assises de cette réunion inaugurale de la Conférence des ministres africains du tourisme, l'une des conférences sectorielles de la CEA, instituée par les Ministres de la CEA à Yaoundé en avril 1986.

28. Il a indiqué que les activités de la CEA en matière de tourisme relevaient de sa mission d'oeuvrer pour l'intégration économique et socio-culturel du continent. Il a mis l'accent sur le fait que l'intégration économique et

socio-culturelle de l'Afrique ne pouvait se réaliser en l'absence des hommes qui devraient se connaître, se comprendre et travailler de concert pour des objectifs communs. Le tourisme intra-africain se devrait d'être encouragé de ce fait à cause de sa contribution à la réalisation de ces objectifs.

29. Il a par ailleurs expliqué le fait que la part de l'Afrique dans le mouvement touristique mondial soit si faible avec seulement 2 p. 100 par le sous-développement général du continent qui réserve une place marginale aux loisirs et au tourisme; l'importation massive des matériels et de techniques étrangères qui réduit à sa plus simple expression la valeur ajoutée locale et perpétue la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de l'extérieur. Ces deux raisons font que le tourisme africain est extraverti et souvent peu profitable. La troisième raison du sous développement du tourisme africain est, selon l'orateur, le manque de mécanismes appropriés et performants de coopération et de concertation internes au continent. A cet égard, il a déclaré qu'il était indispensable de disposer de mécanismes assurant le suivi et la mise en oeuvre systématique des décisions prises par les responsables du tourisme africain.

30. Après avoir mis l'accent sur les relations étroites entre tourisme et transports, il a rappelé que c'était pour répondre aux vœux des Etats membres lors de la Conférence de Niamey que la Conférence des ministres africains du tourisme, organe subsidiaire de la CEA, a été mise en place.

31. Afin de relever le défi du développement du tourisme africain et de participer effectivement au développement du continent, la CEA restait au service de l'Afrique. Elle continuera également à collaborer avec d'autres organismes et agences spécialisées des Nations Unies et organisations internationales.

32. L'orateur a ensuite souhaité plein succès aux travaux de la Conférence des ministres africains du tourisme.

Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

33. L'ordre du jour de la Conférence était le suivant :

1. Cérémonie d'ouverture
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Election du bureau
4. Examen et adoption des résolutions et de la Déclaration de Kinshasa sur le tourisme, préparées par la première réunion du Comité des experts gouvernementaux du tourisme
5. Examen du rapport de la première réunion du Comité des experts gouvernementaux du tourisme
6. Clôture de la réunion.

34. La réunion a adopté sans amendement l'ordre du jour ci-dessus.

Election du bureau (point 3 de l'ordre du jour)

35. La réunion a élu le bureau suivant :

- Président : Zaire
- 1er Vice-Président : Zambie
- 2e Vice-Président : Maroc
- 1er Rapporteur : Bénin
- 2e Rapporteur : Ghana

Examen des résolutions et de la déclaration de Kinshasa sur le tourisme en Afrique (point 4 de l'ordre du jour)

a) Résolution sur la promotion du tourisme

36. Le projet de résolution tel que préparé par les experts a été adopté par les ministres (texte en annexe 1)

b) Résolution sur le développement des ressources humaines

37. Lors des débats autour du projet de résolution sur le développement des ressources humaines, le secrétaire général de l'OMT a formulé des réserves quant à la mise en oeuvre d'un projet de formation qui associerait la CEA, le BIT et l'OMT, et déclaré que si le BIT devait y participer, l'OMT s'abstiendrait à l'avenir d'entreprendre tout programme relatif à la formation et à l'éducation en Afrique et concentrerait des efforts en ce domaine dans d'autres régions. Cette déclaration a été suivie d'un long débat tendant à obtenir du Secrétaire général de l'OMT des éclaircissements sur sa position. Les représentants de la CEA et du BIT sont également intervenus dans le débat.

38. Le représentant du BIT a, dans une déclaration lue à la Conférence, rappelé la rôle que le BIT a joué dans le développement des ressources humaines pour le tourisme y compris la formation professionnelle et l'éducation. Il a rappelé que ce qui semble être aujourd'hui une découverte, à savoir l'association formation professionnelle et éducation, n'est qu'une redite, en d'autres termes, de la pratique et des recommandations faites tant au niveau national qu'international. On ne saurait former des hommes à un métier sans agir sur l'éducation à savoir sur leur environnement mental, social, politique et économique et culturel. Ceci est connu de tous a-t-il ajouté.

39. En ce qui concerne la coopération, le BIT a administré la preuve de sa disponibilité en assistant l'UIOOT et plus tard l'OMT à voir le jour et à se développer. Il reste toujours disposé à coopérer. Ceci est sa vocation. Il ne jette pas l'exclusive et ne reconnaît aucun monopole. Le BIT a développé

en Afrique plus de projets de formation que n'importe quelle organisation internationale ou intergouvernementale et ceci à la satisfaction des Etats qui continuent, malgré toutes sortes de campagnes et de pressions, à lui témoigner leur confiance. Son programme de coopération ne fait que se développer. Le BIT est convaincu de la nécessité de regrouper les ressources des organisations internationales pour satisfaire la demande des pays en développement. C'est pourquoi il mettra très bientôt en place au sein de la CEA et en collaboration avec celle-ci un bureau conjoint chargé du tourisme.

40. Quant au représentant de la CEA, il a estimé qu'il n'y avait pas matière à polémique. Après avoir analysé les problèmes de la formation professionnelle en Afrique et, cela, à la demande de ses Etats membres (cf. résolution No. 2 de la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme, Niamey 2-6 octobre 1984), la CEA propose des actions concrètes. Elle voudrait pour les réaliser, mobiliser toutes les ressources disponibles. Elle estime que l'OMT pourrait aider. La CEA continuait de penser que des contacts ultérieurs pourraient résoudre les quelques difficultés qui semblent subsister à l'heure actuelle. La CEA prêche la coopération entre agences, et rappelle qu'en sa qualité de partie intégrale du Secrétariat de l'ONU, son rôle est de ne jeter aucune exclusive et de mobiliser les ressources disponibles y compris celles d'organisations intergouvernementales non membres du système des Nations Unies telles que l'OMT. Il appartiendra aux Etats africains membres de la CEA et de l'OMT d'apprécier ce point de vue. Des amendements ont été apportés au projet de résolution dont le texte approuvé figure en annexe 2. Le projet "Formation" a également été adopté.

c) Résolution sur la gestion hôtelière

41. Le projet de résolution préparé par les experts a été amendé pour tenir compte des observations et préoccupations des participants, et le texte approuvé de cette résolution figure en annexe 3.

d) Déclaration de Kinshasa

42. Le texte de cette déclaration a été approuvé tel qu'il figure en annexe 4 du présent rapport.

Examen du rapport des experts (point 5 de l'ordre du jour)

43. Les Ministres ont estimé qu'étant donné que les résolutions et la déclaration de Kinshasa reflétaient les points saillants du rapport des experts, et puisque ces résolutions et cette déclaration venaient d'être adoptées, il n'était plus nécessaire d'examiner en détails le rapport des experts. Par conséquent, les Ministres ont adopté globalement ledit rapport.

Clôture de la réunion (point 6 de l'ordre du jour)

44. Lors de la clôture de la réunion - qui est intervenue le matin du lundi 23 novembre 1987, le Chef de la délégation béninoise a, en sa qualité de premier rapporteur de la réunion, donné lecture des trois résolutions et de la Déclaration de Kinshasa.

45. Prenant la parole à son tour, le Chef de la Division des transports, communications et tourisme de la CEA s'est félicité des résultats des travaux.

46. Il a indiqué qu'en ce qui concernait la CEA tout serait mis en oeuvre, comme de par le passé, pour exécuter les tâches que les Ministres lui ont assignées pour les deux prochaines années. La CEA continuera à déployer tous ses efforts en vue d'amener ses partenaires intéressés au tourisme et, en particulier l'OMT, à prêter une oreille attentive aux problèmes de développement du tourisme africain afin que la part du tourisme africain ne soit plus de 2 p. 100 du total mondial.

47. Il a par ailleurs remercié le peuple et le Gouvernement de la République du Zaïre pour leur hospitalité, donné rendez-vous aux Ministres à Conakry en 1989 et souhaité bon voyage retour à tous les délégués.

48. Ensuite, une motion de remerciements (dont le texte figure en annexe 5) a été lue par Son Excellence le Dr. Abdoulaye Souaïbou, Secrétaire d'Etat au tourisme de la République du Cameroun.

49. Enfin, le Commissaire d'Etat à la Culture, aux Arts et au Tourisme, après avoir félicité les participants pour la qualité des travaux et les résultats enregistrés, a déclaré close la Première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme.

Résolution sur la promotion du tourisme

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaïre) les 21 et 22 novembre 1987.

Consciente de la contribution du tourisme au développement économique, social, culturel et politique des Etats africains,

Réaffirmant l'importance et la nécessité de poursuivre et de renforcer une politique de concertation à tous les niveaux afin d'harmoniser et de maximiser l'utilisation des ressources disponibles et afin de rendre plus efficaces les actions ayant pour but le développement du tourisme en Afrique,

Affirmant la nécessité d'intégrer le secteur du tourisme dans le processus global de développement de l'Afrique, et constatant que cela ne peut se réaliser que sur la base d'une réelle volonté des Etats membres de coopérer pour l'harmonisation de leurs politiques, en ce qui concerne les mesures à prendre en matière de facilitation des voyages et des séjours touristiques,

Notant avec satisfaction les progrès enregistrés dans ce domaine depuis la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme, ainsi que le rôle dynamique joué par la CEA dans le processus de la concertation intra-africaine en matière de tourisme et la mise en place des premiers mécanismes de coopération intra-africaine,

Se félicitant de la qualité des rapports élaborés par la CEA directement ou en collaboration avec d'autres organisations ou institutions internationales,

1. Réaffirme que le tourisme intra-africain est un élément de la politique africaine d'intégration économique, sociale, culturelle et politique du continent et un facteur déterminant de développement notamment dans le cadre des groupements économiques existant en Afrique;

2. Encourage la mise en place de mécanismes et de programmes de coopération et principalement les actions en vue de la promotion conjointe du produit touristique africain et de l'établissement de circuits inter-Etats;

3. Demande à la CEA :

a) de poursuivre sa coopération avec les organisations internationales et tout particulièrement avec les organisations intergouvernementales africaines, en vue de renforcer leurs programmes d'actions touristiques de mobiliser et de coordonner les ressources disponibles pour maximiser leurs effets sur le développement du tourisme en Afrique;

b) d'entreprendre une étude sur les activités touristiques des organisations intergouvernementales sous-régionales en Afrique en vue de les rédynamiser et de leur apporter l'assistance technique nécessaire;

c) de mettre en place, au niveau sous-régional, les programmes et structures de promotion conjointe du tourisme et des circuits inter-Etats;

d) de poursuivre les études pour la mise au point des circuits inter-Etats et d'assister les Etats membres en vue de leur mise en place;

e) de créer l'Association africaine du tourisme et prendre les mesures nécessaires à son fonctionnement;

f) de proclamer l'année 1989 "Année du tourisme africain" et d'assurer la coordination des manifestations prévues, et ce, en collaboration avec toutes les instances nationales et internationales compétentes;

g) de créer une Foire africaine du tourisme qui pourrait se tenir une fois tous les deux ans en Afrique et de prendre l'attache de toutes les instances compétentes afin de réaliser ce projet;

h) d'assister les Etats africains pour mettre en place les associations nationales de professionnels du tourisme et d'apporter une assistance technique aux associations existantes s'occupant de promotion du tourisme en Afrique.

Résolution sur le développement des ressources humaines

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaïre) les 21 et 22 novembre 1987,

Constatant que l'éducation et la formation sont un facteur essentiel et capital de développement du tourisme,

Se félicitant de l'existence d'établissements de formation professionnelle en Afrique bien qu'en nombre insuffisant pour couvrir les différents besoins en ressources humaines pour faire face aux besoins sans cesse croissants du tourisme et de l'hôtellerie,

Prenant acte de la volonté exprimée par les Etats dotés de tels moyens de les mettre à la disposition de leurs partenaires africains dans le cadre d'accords bilatéraux et multilatéraux et d'assistance technique,

Donne mandat à la CEA de prendre toutes les mesures nécessaires pour tirer parti des moyens et de l'expérience de l'OMT, du BIT et des autorités compétentes opérant en Afrique, en vue de réaliser les projets d'éducation et de formation ci-après :

a) Création d'instituts d'éducation en matière de tourisme et d'hôtellerie;

b) Mise en oeuvre de programmes de formation destinés à améliorer et à renforcer les services de tourisme et d'hôtellerie à différents niveaux;

c) Mise à jour et publication, à des intervalles réguliers, d'un répertoire africain des installations d'éducation et de formation afin d'assurer une coordination et une coopération mutuelle dans les domaines de l'éducation et de la formation.

Résolution sur la gestion hôtelière

La Conférence des ministres africains du tourisme, réunie à Kinshasa (Zaïre) les 21 et 22 novembre 1987,

Ayant examiné les rapports présentés par la CEA et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales,

Constatant que l'intervention des sociétés transnationales de gestion hôtelière n'aboutit pas aux résultats que les partenaires africains sont en droit d'en attendre,

Notant que les pays africains perdent beaucoup de devises dans l'exécution de la plupart des contrats de gestion hôtelière,

1. Réaffirme la nécessité d'assurer une gestion saine et rentable de l'infrastructure touristique et d'accueil des pays africains;

2. Fait siennes les recommandations faites par la CEA et le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales;

3. Demande à la CEA en collaboration avec le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, l'OMT et le BIT, d'élaborer des modèles de contrats de gestion ou d'exploitation des différents types d'infrastructure d'accueil, à soumettre à l'appréciation des Etats membres dans les plus brefs délais, et d'apporter l'assistance technique effective aux Etats et promoteurs africains, pour la négociation et le contrôle d'exécution des contrats avec les sociétés transnationales de gestion hôtelière.

Déclaration de Kinshasa sur le tourisme

1. Nous, Ministres du tourisme des Etats membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, réunis à Kinshasa (République du Zaïre) à l'invitation du Conseil exécutif de la République du Zaïre les 21 et 22 novembre 1987 en la première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme créée par la résolution 567 (XXI) de la XIII^{ème} Conférence des ministres de la CEA tenue en avril 1986 à Yaoundé (République du Cameroun) conformément aux recommandations de la Conférence régionale sur la coopération intra-africaine en matière de tourisme tenue à Niamey (République du Niger) du 2 au 6 octobre 1984;
2. Considérant la nécessité de mobiliser toutes les ressources disponibles pour le développement, telle que le recommandent le Plan d'action et l'Acte final de Lagos de 1980, le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique 1986-1990 adopté par le XX^{ème} sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité africaine en juillet 1985 ainsi que le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économique de l'Afrique, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en juin 1986;
3. Sommes convaincus que le tourisme est un des facteurs importants de développement économique et social qui constitue un moyen de mobilisation des ressources et aussi un facteur de paix et de rapprochement des peuples;
4. Sommes convaincus de la nécessité de renforcer la coopération intra-africaine et internationale dans le domaine du tourisme;
5. Sommes déterminés à assurer l'apport du secteur touristique à l'effort d'un développement endogène et auto-entretenu de nos économies par le biais de la planification et la mise en oeuvre d'une politique conséquente de développement de ce secteur;
6. Reconnaissons le rôle important joué par les organismes internationaux sous-régionaux et régionaux intéressés, dans le développement du tourisme en Afrique;
7. Sommes individuellement et collectivement résolus à tout mettre en oeuvre pour le renforcement de la coopération intra-africaine et internationale en vue d'assurer la mise en valeur et l'utilisation effective des ressources touristiques de notre continent aux niveaux national, sous-régional, régional et international;
8. Recommandons aux gouvernements de nos Etats respectifs d'insérer le tourisme parmi les secteurs prioritaires de leurs plans nationaux de développement et de lui accorder les moyens nécessaires pour accroître sa productivité;

9. Préconisons qu'à l'avenir une attention toute particulière soit accordée aux développements du tourisme intra-africain, élément de la politique générale d'intégration et de coopération africaines;
10. Recommandons aux gouvernements de nos Etats respectifs de prendre les mesures nécessaires à l'émergence de promoteurs et de gestionnaires africains compétents et à la promotion des petites et moyennes entreprises touristiques;
11. Recommandons d'accorder une attention soutenue à la mise en place de systèmes de formation professionnelle pour les métiers du tourisme et de l'hôtellerie, de donner la priorité à l'utilisation maximale des moyens de formation existants dans le cadre de la coopération intra-africaine, et de prendre des mesures concrètes pour valoriser les ressources humaines du secteur;
12. Recommandons aux ensembles d'intégration économiques sous-régionaux et régionaux existants, de veiller à insérer le tourisme parmi leurs projets prioritaires et que soient prises des mesures d'incitation à l'investissement en faveur des promoteurs du tourisme;
13. Exhortons la CEA ainsi que les autres organisations à vocation touristique en Afrique à coordonner leurs activités et à accroître leur coopération avec les Etats africains en vue d'une promotion harmonieuse du tourisme en Afrique;
14. Saluons les efforts consentis par le Conseil exécutif de la République du Zaïre ayant permis à la CEA d'organiser cette première réunion de la Conférence des ministres africains du tourisme, conférence qui constitue un cadre privilégié de concertation pour le renforcement de la coopération intra-africaine en matière de tourisme.

Faite à Kinshasa, le 22 novembre 1987.

LISTE DES PARTICIPANTS/LISTS OF PARTICIPANTS

1. ALGERIE

M. BELHADJOU DJAMEL-EDDINE
Attaché de Cabinet
Ministre de la Culture et du
Tourisme

M. BENSALÉM Mohamed
Sous-directeur de la Promotion
et Formation touristique

M. MALLA Mohamed
Chargé d'Affaires a.i. de
l'Ambassade d'Algérie au Zaïre

M. SIFI ZOUBIR
Directeur Promotion touristique

2. ANGOLA

M. FRANCO ANTONIO
Directeur général de ANGHOTEL

M. LUIS MANUEL ROCHA COELHO COSTA
Chef du Département national du
Tourisme

3. BENIN

S.E. M. GARBA
Ministre du commerce de
l'artisanat et du tourisme

M. KOUGBLENOU M. Désiré
Premier Conseiller à
l'Ambassade du Bénin au Zaïre

M. OSHUMARE NICOLAS
Directeur de l'Artisanat
Ministère du Commerce, de
l'Artisanat et du Tourisme

M. SAPONOU Hilaire
Directeur du Tourisme et
de l'Hôtellerie
Ministère du Commerce, de
l'Artisanat et du Tourisme

4. BURKINA FASO

S. E. DAMIBA Béatrice
Ministre de l'Environnement et
du Tourisme

M. YONLI Alain
Administrateur, Ministère
de l'Environnement et du Tourisme

5. BURUNDI

M. NZOJIBWAMI Jerome
Directeur de l'Office
national du Tourisme

M. NIYONGABO Gérard
Chargé d'affaire a.i. :
Ambassade du Burundi

6. CAMEROUN/CAMEROON

S. E. Dr. ABDOULAYE SOUAIBOU
Secrétaire d'Etat au Tourisme
(Chef de délégation)

M. CHO NKWENTI Marc
Conseiller technique,
Secrétariat d'Etat au Tourisme
(Membre)

M. FOE ATANGANA
2e Conseiller à l'Ambassade
du Cameroun à Kinshasa

M. ABESSOLO Justin
1er Secrétaire à l'Ambassade
du Cameroun à Kinshasa

M. FONJU Joseph
2e Secrétaire à l'Ambassade
du Cameroun à Kinshasa

7. CONGO

S. E. M. GANGA Jean-Claude
Ministre du Tourisme
Sports et Loisirs

M. MBAMBA Bernard
Conseiller aux Tourisme et Loisirs

M. BANDZA Gabriel
Directeur des Etudes de la
Planification et de la Coopération

M. NZOBADILA Alexandre
Directeur de Contrôle et d'Orientation
Ministère du Tourisme, Sports et Loisirs

M. MAYAMA Placide
Attaché de Cabinet
Chef du Protocole

M. TABA-GOMA Jean-Felix
Secrétaire général aux Tourisme
et Loisirs

8. COTE D'IVOIRE

S. E. M. DUON SADIA
Ministre du tourisme

Mme ANOH Mele Elisabeth
Chargée de Mission,
Relations publiques et Presse
Ministère du Tourisme

M. KONE SALIFOU
Secrétaire général du Comité
national du Tourisme

MAHAN Pascal
S/Directeur de l'Association
aux exploitants

9. EGYPT/EGYPT

Mr. ABDERAHMAN SELIM
Under Secretary of State for Tourism

10. ETHIOPIE

Mr. DANIEL TEGENU
Deputy Commissioner
Ethiopian Tourism Commission

Mr. SOLOMON DESTA
D/General Manager
National Hotels Corporation

11. GABON

S. E. YANGARI Albert
Ministère du Tourisme

MANDOUKOU-MA-NZIENGUI Emile
Directeur général
Ministère du Tourisme

12. GHANA

Mr. HAWKSON EBO
Operational Assistant PNUD-Secretary
for Trade and Tourism

Mr. AWUKU E.K.O
Director of Tourism
Tourism of Trade and Tourism

Mr. OFOSU-YEBOAH ADMUND
Executive Director
Ghana Tourist Board

Mr. OBENG S.K.A.
Ag. Managing Director
State Hotels Corporation

13. GUINEE

M. BANGOURA ABDOULAYE
S. General
Ministère ECO-FINANCES

M. MILLIMONO Roger
Directeur du Tourisme

M. DIALLO IBRAHIMA
Directeur de l'ONATHOL

14. KENYA

Hon. N.N NJUNO, MP
Assistant minister
Ministry of Tourism and Wildlife

Mr. MWANGKA John Raphael
Senior Tourist Officer
Tourism Department
Ministry of Tourism and Wildlife

Mr. MITHIRI MATTHEW K.
1st Secretary
Kenya Embassy
Kinshasa

15. MADAGASCAR

S. E. TSARAMAZY Jean-Emile
Ministre du Tourisme et du Transport

Mme VAVITSARA Brigitte
Cadre de Conception à la
Direction du Tourisme

16. MALI

M. DEMBELE Amadou
Conseiller technique
Ministre du développement
industriel et du tourisme

M. KOREISSI Almamy Ibrahima
Commissaire au Tourisme

17. MAROC

M. EL KASMI
Secrétaire général
Ministère du tourisme

S. E. BELALEM ABDELWAJID
Ambassadeur du Maroc au Zaïre

Mme ESSAKALLI DADI ZAHIA
Directeur de la promotion et
de la coopération internationale

17. MAROC (suite)

M. MARAJ-OUZANI ABDEHLAH
Chef Division communication à l'ONNT

M. BENJELLOUN AHDELOLI
Directeur des Etablissements touristiques

M. LAHLOU OWAR FAROULE
Directeur des Etudes
Ministère du Tourisme)

M. DOUDOU SIDI Hamou
Premier Secrétaire Ambassade du Maroc

18. MAURITANIE

S. E. OULD EL HOUSSEIN Ahmed Mahmoud
Ambassadeur de Mauritanie
au Zaïre

M. S.Y. CHAMSDINE
Conseiller à l'Ambassade de
Mauritanie à Kinshasa

19. NIGERIA

M. OBIANAGHA CHIZO
Second Secretary
Embassy of Nigeria
Kinshasa

20. REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

M. BUNANDELE KOUMBA
Secrétaire d'Etat au Tourisme

M. SINGA NDOUROU Serge
Directeur des Etudes
Hôtel Diplomate CH 42

21. RWANDA

HABIYAREMYE Laurent
Directeur de l'Office rwandais
du tourisme et des Parcs
nationaux (ORTPN)

M. SISI Jean Damascene
Office rwandais du tourisme et
des Parcs nationaux

22. SENEGAL

M. ABDOULAYE SENE
Directeur de Cabinet du
Ministre du Tourisme

23. SOUDAN/SUDAN

H. E. MARC MANASSEM PAC
Minister Counsellor
Embassy of Sudan/Kinshasa

Mr. Mustafa Hassan Zarroug Mustafa
Deputy Director General
Tourism and Hotels Corporation

Mr. MIRGHANE M. Saleh
1st Secretary, Sudan Embassy

24. TCHAD/CHAD

S. E. M. NAIMBAYE LOSSIMIAN
Ministre du Tourisme et de
l'Environnement

Mr. NGABAYE BAYE NADJANA
Directeur du Tourisme des
Parcs nationaux et
Réserves de Faune

25. TOGO

M. AGBODJAVOU KOSSI
Conseiller technique
Ministère de l'Enseignement
technique et de la Formation
professionnelle

M. AYIVI MANAVI
Chef de Division
Ministère de l'Industrie et
des Sociétés d'Etat

M. KETOMAGNAM GAMELI
Chef de Division de l'Hôtellerie
Ministère de l'Environnement et
du Tourisme

M. KODJOVI AYAWO
Conseiller économique
Ministère de l'Environnement
et du Tourisme

26. TUNISIE/TUNISIA

M. MOUSSA ABDELKRIM
Ambassadeur à Kinshasa

M. ARFAOUI YOUSSEF
Conseiller à l'Ambassade de
Tunisie à Kinshasa

27. OUGANDA/UGANDA

Hon. MUSES ALI
Minister of Tourism and
Wildlife

Mr. BETTY IRENE MATOVU
Senior Tourist Officer

Mr. S. ODONGOACUP Stephen
General Manager
(UHL - Uganda Hotels Ltd)

**28. UNITED REPUBLIC OF TANZANIA/
REPUBLIQUE-UNIE DE TANZANIE**

Hon. DYAMWALLE CHABANGA HASSAN
Deputy Minister for Lands
Natural Resources and Tourism

Mr. KASELLA TIMOIHY JOSEPH
General Manager
Tanzania Tourist Corporation

Mr. PAMBA SALEH AHMED
Tourist Officer
Ministry of Lands Natural
Resources and Tourism

29. ZAIRE

S. E. Citoyen Beyeye
Commissaire d'Etat chargé de la
Culture, des arts et du Tourisme

M. BOTOLO MAGOZA
Président Délégué général de l'ONT

M. MBALA MWAMBILA
Conseiller à l'Ambassade du Zaïre
Addis-Abeba

M. AYIT'S BUT ONGOL
Secrétaire général
Département de la Culture,
Arts et Tourisme

M. KODI MANDIANGU
Administrateur-Directeur
à l'Office national du Tourisme

M. MAK A KAZAD
Directeur, Chef de Service de la
Promotion touristique

29. ZAIRE (suite)

M. NGIMBI KALUMVUEZIKO
Directeur
Office national du Tourisme

M. NDAYWELL E'NZIEM
Conseiller principal/Département
de la Culture, Arts, et
Tourisme - Cabinet du Commissaire
d'Etat

M. KIBONGE BABANGWA
Chef de Service
Office national du Tourisme

M. BOSAMBA MALANGA
Chef de Section

M. LANDU KINKELA
Chef de Service
Office national du Tourisme

M. LUTHIMBA LWA KADJOMBA
Chef de Service
Office national du Tourisme

M. MAYEMBA TEMBE
Conseiller au Tourisme

M. OLENGA KALONDA
Chef de Service
Office national du Tourisme

M. TSHIBALABALA KANKOLONGO
Chef de Service
Office national du Tourisme

M. WAMU W'EKUNDA
Conseiller d'Ambassade

M. MONDAOGO KO KOS SASSA
Fonctionnaire Présidence
de la République

M. VAKOKO NSONSA
Conseiller culturel

M. MPUNGU MPOLONTO
Directeur Chef de Service
de l'Hôtellerie

29. ZAIRE (suite)

M. MUTOMBO N'KASHAMBA
Chef de Division
Département du Tourisme

M. MANKOTO KA MBAELELE
Président - Délégué général
IZCN

M. LANDU ILEO NINA
Directeur de Recherche
intérimaire/IZCN

M. BUANGI MWANDA
IZCN, Chef de Service

30. ZAMBIA

Hon. MUNKOMBWE, MP DANIEL
Minister of State for Tourism

H.E. MULENGA Aaron
Ambassade de Zambie à Kinshasa

M. LEMNY L. SIWISHA
Ambassade de Zambie à Kinshasa (?)

M. N.L. KANENE
Zambia National Tourist Board/Lusaka

M. C.C. WUKUNUNA
Ministry of Tourism Lusaka

31. ZIMBABWE

M. CHIHURI M. WILBERT
Director General
Tourist Dev. Corp.

M. MUSHORIWA AARON
Operations Manager
Zimbabwe Tourist Dev. Corp.

OBSERVERS/OBSERVATEURS

1. TRAVEL CONSULTANTS INTERNATIONAL (TCT)
MARC DE GEYTER
2. BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (BIT)
DELPECH SERVE
KIBIRI ABDULKRIM
GRANDONE VINCENZO
3. WORLD TOURISM ORGANIZATION (WTO)
HANDSZUH HENRYK
PAHR WILLIBALD
4. COMMUNAUTE ECONOMIQUE
EUROPEENNE (CEE)
DELEGATION DE LA CEE AU ZAIRE
HORVAT LORENZO
5. AFRICA TRAVEL ASSOCIATION (ATA)
LEGESSE HAGOS
6. UNITED NATIONS CENTRE ON
TRANSNATIONAL CORPORATION (UNCTA)
MOSHA G.N/FELIX
7. UNION OF AFRICAN RAILWAYS (UAR)
NKANA ROBERT G.
8. COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES PAYS DES
GRANDS LACS (CEPGL)
VUNDJI di MUNONGO
9. CONTINENTAL HOTEL CONSULTANTS (CHC)
CORSTEN RALF
10. PAN AFRICAN TELECOMS CHION (PATU)
YUSUF BASABU M.
11. PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT (PNUD)
DOSS ALAN
LUBUELE LUAN'SEWDE LUBUELE
12. ASSOCIATION INTERNATIONALE DE
L'HOTELLERIE (ORAIHA)
R. ACHADE

13. SYNDICAT DES AGENCES DE
VOYAGES ET DE TOURISME DU
SENEGAL
MR. FALL ASSANE
14. SOCIETE NATION DE PROMOTION ET
DE COMMUNICATION
MR. SARR MOUSTAPHA

ECA SECRETARIAT/SECRETARIAT DE LA CEA

M. BONGOY
Chief, Transport, Communications
and Tourism Division, ECA

F. SAKO
Chief, Tourism Unit, TCTD

HACHIM KOUMARE
EAO, TCTD

PAUL WERE
EAO, TCTD